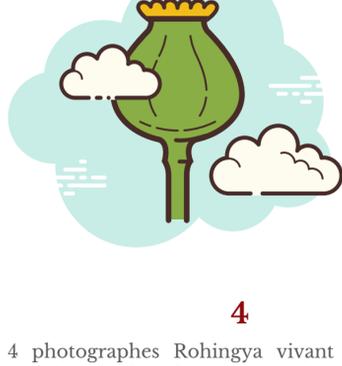


Décembre 2023

Les chiffres



1

La Birmanie est devenue le 1er producteur de pavot/opium nécessaire à l'héroïne au monde, devant l'Afghanistan, pour une valeur estimée de 4% du PIB. Un triste record "sous la botte de la junte militaire".



4

4 photographes Rohingya vivant dans le plus grand camp de réfugiés au monde ont reçu le prix Nansem pour leur travail de documentation qui "tissent l'espoir à partir du désespoir".



2

La junte a arrêté 2 journalistes de l'agence Dawei Watch à leur domicile ce mois-ci. Ils sont désormais emprisonnés aux côtés de 68 autres professionnels des médias.



Brèves

ROHINGYA, UN DÉFERLEMENT DE HAINE ORGANISÉ EN INDONÉSIE

L'Indonésie a longtemps été considérée comme une terre "sûre" pour les Rohingyas fuyant les persécutions, ce n'est désormais plus le cas. Durant le mois de novembre de nombreux bateaux de réfugiés ont été repoussés par les habitants, mais aussi par l'armée ; estimant ne plus être en capacité d'accueillir les réfugiés, l'Indonésie refuse la responsabilité de fournir un hébergement ou de répondre à quelques besoins de réfugiés et en appelle désormais à la communauté internationale.

Un changement de position radical de la population et du gouvernement d'un pays qui a longtemps fait figure d'exemple en matière d'accueil dans la région, qui n'est pas pourtant pas une surprise. En effet, depuis des semaines, des organisations de la société civile comme des agences de l'ONU dénoncent une propagande organisée sur les réseaux sociaux répandant des discours de haine et des fausses informations sur les Rohingyas.

En conséquence les incidents se multiplient. La semaine dernière, un groupe d'étudiants a pris d'assaut un centre d'hébergement d'urgence, cherchant à faire fuir les réfugiés et poussant le Haut Commissariat de l'ONU à alerter "le grand public sur la campagne en ligne coordonnée et bien orchestrée sur les plateformes de médias sociaux (...) incitant à la haine et mettant des vies en danger. Le HCR appelle le public indonésien à vérifier les informations publiées en ligne, dont la plupart sont fausses ou déformées, avec des images générées par l'intelligence artificielle et des discours de haine envoyés par des comptes robots."

RECRUTEMENT FORCÉ, UNE PRATIQUE ILLÉGALE MAIS DE PLUS EN PLUS COURANTE

Le mois dernier, nous évoquions le vent de panique qui avait soufflé sur Yangon lorsque des rumeurs de recrutement forcé s'étaient répandues. La Tatmadaw est bien tristement connue pour cette pratique, notamment sur les enfants. La majorité des cas documentés par le secrétariat général de l'ONU de recrutement et d'utilisation des enfants dans les conflits armés dans son rapport annuel sur les enfants en zone de guerre concerne l'armée birmane. Par ailleurs, Myanmar Now a publié, ce mois-ci, un article documentant l'utilisation par la junte d'offres d'emploi fictives pour piéger des civils et les forcer à s'enrôler.

Human Rights Watch - HRW dans un communiqué sur les abus des groupes armés dans l'Etat Shan détaille aussi l'utilisation de cette pratique pour la Myanmar National Democratic Alliance Army-MNDAA; l'un des trois groupes initiateurs de l'opération 1027. L'ONG se réfère à plusieurs témoignages, de familles de personnes enrôlées de force comme d'autres civils ayant observé les "sélections" faites à différents points de contrôle.

La pratique est bien évidemment contraire au droit de la guerre, la directrice Asie de Human Rights Watch, Elaine Pearson, rappelant que "les civils devraient pouvoir se mettre à l'abri des combats sans craindre que l'armée du Myanmar ou les groupes armés ethniques ne les enrôlent de force dans leurs armées". Néanmoins l'imposition de quota par village ou maison est une pratique régulière dont la MNDAA ne se cache pas. Dans une vidéo publiée début décembre et vérifiée par HRW, un officiel du groupe énonce les règles imposées aux habitants d'un village, et les peines pour non-respect: "Si vous envisagez de ne pas amener vos fils et vos filles parce que vous êtes inquiets, ne le faites pas. ... Un jour, lorsqu'ils reviendront parce que les choses se seront apaisées, nous recueillerons les registres des maisons et nous saurons qu'ils n'ont pas fait leur service militaire, et nous les arrêterons."

STARLINK, L'ESPOIR D'UNE CONNEXION ?

Il y a plus de six mois, les Free Burma Rangers annonçait avoir équipé une de leur base du système starlink. Une première en Birmanie qui a fait des émules depuis. Ce mois-ci RFA titrait que plus de 60 zones avaient été équipées de l'internet satellite d'Elon Musk. Une progression rapide dans des zones contrôlées par la résistance dans les régions de Sagaing et Magway ainsi que dans l'Etat Karenni et Kachin, pour le moment majoritairement destiné à l'administration et la coordination, bien que des cyber café "starlink" aient ouvert pour ceux qui peuvent se le permettre.

Si ce type de connexion satellite, que la junte ne peut couper, pourrait représenter un véritable atout stratégique, son développement rapide en Birmanie peut surprendre. Les coûts associés aux équipements sont importants, ils nécessitent par ailleurs une véritable logistique d'importation et de transport. Contrairement à l'Ukraine dont l'armée et la population civile bénéficient du service du millionnaire grâce à un financement du gouvernement américain, aucun signe ne montre qu'un financement étatique tiers soit actuellement envisagé pour soutenir les forces démocratiques birmanes.

Les avantages sont pourtant bien connus, au niveau militaire comme humanitaire et permettraient d'exposer les violations des droits humains de la junte, sortant la population sous coupure du huis-clos imposé. C'est pourquoi le Gouvernement d'Unité Nationale-NUG a lancé une campagne test ce mois-ci "#FederalNetCampaign".

NOUVELLES SANCTIONS : QUELS IMPACTS ?

En ciblant les centres d'arnaque en ligne et de travail forcé en Asie du Sud Est, notamment à la frontière birmano-thaï, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada se sont une nouvelle fois coordonnés dans leurs sanctions. De son côté, l'Union Européenne annonçait avoir ajouté quatre personnes et deux entités dans un huitième round de sanctions contre le régime militaire birman.

Si les annonces sont bienvenues, elles restent limitées dans leurs impacts, du fait d'un manque de volonté politique que l'on constate dans l'absence de concertation et de leadership dans les choix des cibles. L'UE n'a par exemple toujours pas ciblé le carburant d'aviation malgré les bombardements de civils incessants ou les banques d'Etat.

Comme le disait Tom Andrews, rapporteur spécial de l'ONU, dès septembre 2022: "En soutien au peuple du Myanmar ce qui est nécessaire, c'est un leadership pour réunir une coalition de pays partageant les mêmes intentions et qui prendront les mesures nécessaires, de manière stratégique et coordonnée. Actuellement, vous avez des pays qui font ceci, des pays qui font cela, tout un enchevêtrement de choses qui sont faites mais qui ne s'additionnent pas, qui ne sont pas ciblées, stratégiques, coordonnées."

Podcast



BIRMANIE, OÙ EN EST LA GUERRE CIVILE ?

Orient extrême, Radio Vatican, 25 min

BIRMANIE : REVERS MILITAIRES RÉPÉTÉS DE LA JUNTE

Fondation Jean Jaurès, 20 min

BIRMANIE, QUAND LA PRODUCTION D'OPIUM VA... RIEN NE VA !

France Inter, 2 min

Portfolio

ON THE NEW FRONT LINE OF MYANMAR'S CIVIL WAR

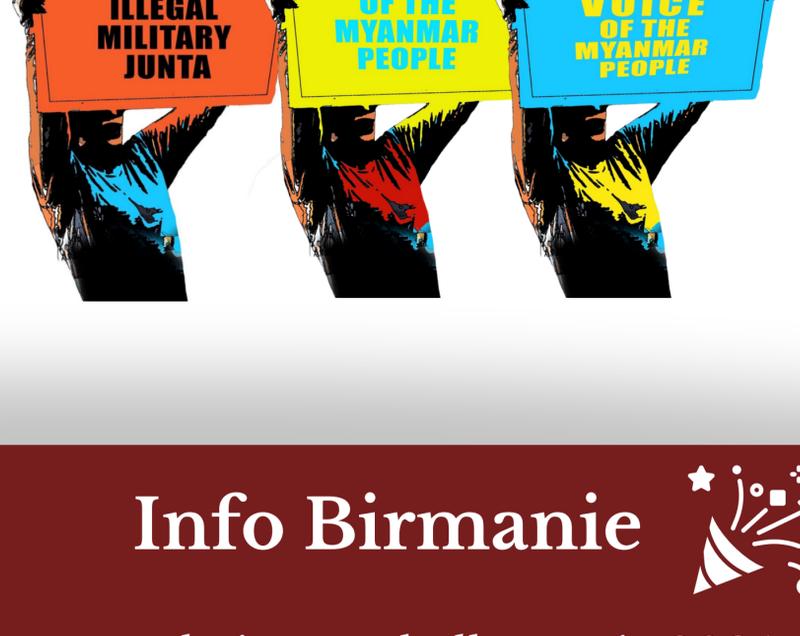
The Globe and Mail, publié le 21 décembre 2023, Photographies et textes de Siegfried Modola, mise en contexte de James Griffiths

AMID MYANMAR'S LONGEST WAR, A PEOPLE STRUGGLE TO SURVIVE IN THE FOREST

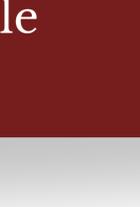
The guardian, publié le 19 décembre 2023, Photographies et textes de Matias Bercoovich

L'image du mois

NON AU "DIALOGUE INCLUSIF" AVEC LA JUNTE ILLÉGALE MILITAIRE



Info Birmanie



vous souhaite une belle année 2024, pleine d'espoirs, de solidarité et d'actions, aux côtés du peuple birman.